TOUT SUR LES EVENEMENTS DE TCHECOSLOVAQUIE

UN COULOIR VERS L'OUEST

Un territoire grand comme trois fois la Belgique, douze millions et demi d'habitants, une capitale qui a nom Prague, tels sont les caractéristiques essentielles de ce pays composé de deux peuples à qui le régime venait de promettre le fédéralisme, la Tchécoslovaquie.

C'est en 1918, au lendemain de la première guerre mondiale que la Tchécoslovaquie a été déclarée indépendante, mais 20 ans après, l'Allemagne hitlérienne se fait céder une importante partie de la Bohème et de la Moravie qui forma l'Allemagne des Sudètes. Libérée par les Russes en 1945, la Tchécoslovaquie récupéra les terres cédées à l'Allemagne mais dut abandonner à l'U.R.S.S. son territoire de Ruthénie subkarpatique. Dès 1946, à la suite d'élections qui avaient donné la victoire du Front National, la Tchécoslovaquie accéléra son évolution vers le marxisme en éliminant peu à peu ses anciens chefs dont le ministre Jan Mazaryk qui se suicida et, le 9 mai 1948, l'adoption d'une nouvelle Constitution fit de la Tchécoslovaquie un pays socialiste.

La carte ci-dessus permet de comprendre l'importance stratégique de la Tchécoslovaquie au sein des pays membres du Pacte de Varsovie. En effet, si, comme le souhait en a été exprimé dans la presse de droite du monde occidental, la Tchécoslovaquie quittait le camp socialiste pour rejoindre le camp capitaliste, celui-ci disposerait d'un long couloir au sein même du bloc de l'Est, couloir dont l'ouverture se situerait en Allemagne fédérale, pays particulièrement craint du côté socialiste.

LA POLITIQUE DU PIRE

APRES les déclarations de Bratislava, après les conseils d'apaisement donnés par Tito, après les entretiens Dubcek-Ulbricht, on pouvait espérer que quelque chose bougeait, en Tchécoslovaquie, vers un accroissement de la démocratie. La nouvelle aussi brutale qu'inattendue a été suivie de l'explication qui a servi en 1956 à Budapest. Tous ceux qui craignaient que la détente et la coexistence pacifique n'imposent peu à peu leur climat à une Europe qui pourrait réaliser tant de choses, se réjouiront de ce brusque coup de barre. Ils auront beau jeu de crier au viol de la liberté du peuple tchécoslovaque. On peut s'attendre qu'ils le fassent, sans nuance ni ménagement.

Ici, où nous avons, depuis les premières ivresses du printemps de Prague, essayé d'être objectif mais souvent aussi de mettre en garde nos amis tchèques contre le danger des pêcheurs en eau trouble et de bons apôtres trop heureux de pouvoir donner des coups bas au socialisme quel qu'il soit, nous sommes bien placé pour déplorer ce qui vient de se passer à Prague. Désormais, en effet, il sera difficile aux amis de la paix et du socialisme de dénoncer encore les attitudes des impérialistes que ce soit en Amérique latine ou ailleurs. Que pourrait-on répondre en effet si, excipant eux aussi de la demande de citoyens cubains, la marine ou l'aviation américaine s'avisaient de rétablir un ordre qualifié lui aussi de démocratique à La Havane ?

Certes, Moscou a informé les principales capitales de l'action grave qu'elle allait déclencher. Les Tchèques n'auront certes pas l'occasion de demander l'aide occidentale puisque leur pays est entièrement occupé.

On ne peut soupçonner que Dubcek et ses amis n'aient pas été fondamentalement socialistes. Pour eux, comme pour nous, le socialisme ne sera jamais une doctrine figée. Le socialisme doit évoluer comme évoluent la technique, l'information, les conditions d'existence. Souhaiter que le socialisme s'adapte et prenne un visage plus humain n'est pas un crime.

En plus de la brutalité du procédé il faut déplorer les conséquences internationales de cette politique. Les adversaires de la détente vont triompher. On risque de revenir quelques années en arrière. La guerre froide sera bénie par ceux qui en ont longtemps bénéficié.

Que cet événement survienne au cours de la campagne présidentielle aux Etats-Unis va évidemment renforcer le clan des éperviers. Le Pentagone qui sait par ailleurs que la coexistence, telle qu'elle fonctionne entre Washington et Moscou, a tout de même réduit les risques extrêmes. On va en profiter pour accroître les dépenses militaires. L'Otan aussi reverra sans doute ses positions et ses options dans le sens que l'on imagine. Mais qui pourrait assurer que même dans le camp socialiste dur, certains dirigeants ne préfèrent pas un certain climat de guerre froide à une détente qui charie malgré tout de dangereux miasmes de liberté ? Ce ne serait pas la première fois que les durs des deux camps jouent de concert le freinage à la détente avec ses multiples aléas.

N'est-ce pas, dès lors, dans cette Europe occidentale, si petite, si minime, si bafouée, si méprisée, que doivent jaillir, à l'occasion du drame tchèque, les résolutions définitives qui doivent assurer au socialisme sa suprématie ?

XXX

COMMENT L'U.R.S.S. JUSTIFIE L'AGRESSION

« Des hommes d'Etat tchécoslovaques ont demandé aux gouvernements alliés de leur venir en aide, y compris l'aide militaire ». C'est par ces mots que l'agence *Tass*, bien avant l'aube, a justifié l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Les troupes soviétiques et alliées sont là pour défendre les acquisitions du socialisme sur lesquelles pèse une menace qui représente en même temps un danger pour la paix en Europe ajoute l'agence *Tass* qui conclut : « Ces troupes quitteront le territoire tchèque aussitôt que seront écartées les menaces dirigées contre la sécurité de la communauté socialiste et quand les pouvoirs légaux considéreront que leur présence n'y est plus nécessaire. » Ce communiqué a été repris sans commentaire par les radios polonaise et bulgare. La radio est-allemande a pour sa part tenu à justifier la participation de l'armée de la R.D.A. en précisant notamment qu'étant donné sa position géographique ce pays « se serait trouvé dans une situation intolérable si, notamment, les forces antisocialistes, inspirées par l'impérialisme ouest-allemand, avaient pu, à partir des flancs de la R.D.A., poursuivre leur activité révolutionnaire ». Plus dure que l'agence *Tass*, l'agence est-allemande ajoute qu'un groupe dans la présidence du parti communiste tchèque, dirigé par A. Dubcek n'a non seulement rien fait pour lutter contre les tendances de droite mais encore qu'il les a renforcées.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le Conseil de Sécurité des Nations unies s'est réuni pour examiner la situation en Tchécoslovaquie.

L'ENTREE DES TROUPES SOVIETIQUES

A 23 heures (heure locale), des troupes soviétiques, polonaises, est-allemandes, bulgares et hongroises ont franchi la frontière tchécoslovaque. Radio-Prague qui avait annoncé cette nouvelle, a précisé : « Ce mouvement s'est produit sans que le président de la République, le président de l'Assemblée nationale, le premier ministre ou le premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque en soient avertis. » Après avoir demandé aux citoyens de « garder leur calme et de ne pas opposer de résistance aux troupes étrangères », la radio précise : « Notre armée, nos forces de sécurité et notre milice n'ont pas reçu l'ordre de défendre le pays. Le praesidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque juge cette action contraire aux principes fondamentaux régissant les relations entre pays socialistes et estime qu'elle viole les principes de la loi internationale ».

A 4 heures, tout le pays est occupé et Radio-Prague qui annonce cette nouvelle interrompt brusquement ses émissions.

Les soldats soviétiques ont commencé à ouvrir le feu sur des manifestants à 6 h. 25 (G.M.T.) autour de l'immeuble de Radio-Prague qui continue à se présenter comme la voix de la liberté.

Des rafales de mitrailleuses ont crépité près de l'Hôtel Esplanade à environ 750 mètres de l'immeuble de la radio peu après 6 h. 30. Des gens se sont précipités sous le porche de l'hôtel pour se mettre à l'abri.

On apprenait par ailleurs que la télévision de Prague était occupée.

Criant « Dubcek... Dubcek », des Tchécoslovaques ont commencé à courir vers l'immeuble de la radio alors qu'on entendait d'autres coups de feu dans la cour de celui-ci. On entendait ces coups de feu derrière la voix du speaker à Radio-Prague.

A 6 h. 30, Radio-Prague émettait toujours. Le speaker a déclaré : « Nous sommes encore là, mais quand vous entendrez l'hymne national, vous saurez que c'est fini. »

En effet, une minute après, la station diffusait l'hymne tchèque. Les gens dans le hall de l'hôtel Esplanade ont éclaté en sanglots.

Il arrive de plus en plus de chars dans la ville venant de l'aéroport de Prague.

Dans les rues de Prague, des groupes de jeunes gens tentent de barrer la route aux tanks. « Les chars obligés à se déplacer causent de graves dégâts par leurs manœuvres », affirme la radio à 13 h. 30. Elle invite la population et notamment les jeunes gens à ne pas insulter les soldats soviétiques : « Ce sont des exécutants qui combattent du mauvais côté ».

Un cortège de plusieurs milliers de citoyens de Bratislava est arrivé à dix heures devant le consulat général soviétique pour manifester contre l'occupation. Le personnel du consulat a refusé de recevoir une délégation des manifestants.

La radio tchécoslovaque qui comme elle le déclare émet encore « un peu n'importe où », affirme que les représentants légaux du pays ne pourront pas prendre la parole, étant internés soit au Comité central, soit à la présidence du Conseil.

Mercredi après-midi, 1.000 jeunes gens ont marché, avenue de la République à Prague, lentement derrière un drapeau taché du sang d'un de leurs camarades, âgé de 22 ans, tué le matin devant l'immeuble de la radio. Ce drapeau, ainsi que le casque de la jeune victime, étaient portés par quatre jeunes gens. Derrière eux, 20 drapeaux blanc-bleu-rouge alignés précédaient un cortège de jeunes gens chantant alternativement l'hymne national tchèque et l'Internationale.

MANIFESTATION SILENCIEUSE

Un appel pour un arrêt de travail de deux minutes à Prague à midi a été lancé à la télévision à 9 h. (G.M.T.) par les écrivains et journalistes tchécoslovaques. L'appel invite en outre les passants à cesser tout mouvement dans les rues et demande aux usines de faire siffler leurs sirènes à cette heure pour manifester leur fidélité au gouvernement légal et la République.

Ce mouvement a été suivi par l'ensemble de la population.

PREMIER BILAN : 4 MORTS

D'après un bilan arrêté à 16 heures (G.M.T.) dans les hôpitaux de Prague les soins ont été donnés à plus de 185 personnes blessées, dont deux se trouvent dans un état très grave (une de ces personnes est un soldat soviétique blessé par une explosion).

On compte jusqu'à présent, toujours d'après le bilan de l'agence C.T.K., quatre morts.

RADIO-PRAGUE LIBRE !

Bastions de la résistance et de la démocratie, les différentes stations de la radio et de la télévision de Tchécoslovaquie ont été peu à peu envahies par les troupes soviétiques mais, au moment où nous mettons sous presse, Radio-Prague continue à émettre d'un studio clandestin.

C'est cette radio qui avait annoncé la démission de M. Kossyguine et du maréchal Gretchko en précisant qu'il s'agissait là d'une bonne nouvelle mais, celle-ci a été démentie formellement à Moscou.

De son côté, l'agence Ceteka annonçait que MM. Dubcek, Spacek, Smrkovsky, Kriegel et d'autres membres du praesidium du Parti communiste tchécoslovaque seraient isolés au siège du Comité central, gardés à vue et empêchés de se déplacer, annonce l'agence Ceteka en se référant à des informations non confirmées officiellement.

Quant à M. Cetsmir Cisar, il aurait été conduit ce matin par deux hommes au siège de la sécurité tchécoslovaque.

LE PEUPLE ET SES DIRIGEANTS REFUSENT DE S'INCLINER

« L'Assemblée nationale tchécoslovaque a exprimé son profond désaccord avec l'occupation de la Tchécoslovaquie par des unités du Pacte de Varsovie », déclare le texte adressé lundi matin par le Praesidium de l'Assemblée nationale aux chefs des gouvernements est-allemand, soviétique, hongrois, polonais et bulgare.

« C'est la violation de notre souveraineté. Elle est incompatible avec nos rapports antérieurs. Nous vous prions, au moment où des coups de feu retentissent dans nos rues, de donner l'ordre de repli de toute notre République aux troupes », ajoute le message.

De son côté, la radio tchécoslovaque sur ondes courtes a diffusé un communiqué du Comité central du parti communiste tchécoslovaque demandant à tous les délégués désignés pour participer au Congrès extraordinaire du parti communiste les 8 et 9 septembre à Prague à se rendre immédiatement dans la capitale. Ils doivent prendre contact avec les services du parti ou les sections des grandes entreprises afin de se préparer à siéger.

Enfin, en début de soirée, le ministère tchécoslovaque des Affaires étrangères a rendu public le texte de la note qu'il a fait remettre par ses représentants aux gouvernements de l'U.R.S.S., de la Pologne, de l'Allemagne de l'Est et de la Bulgarie.

Dans cette note, le ministère constate l'invasion concentrée et concertée du territoire tchécoslovaque par des forces terrestres et aériennes des cinq Etats qui, en un bref délai, ont occupé l'ensemble du territoire.

Pour empêcher les conséquences catastrophiques et irréparables pour les rapports de la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. et pour empêcher une menace de la paix internationale, les représentants du gouvernement et du parti communiste ont invité la population à ne pas s'opposer aux armées d'intervention.

Pour la même raison, l'armée, la sécurité et les milices n'ont pas reçu l'ordre de défendre le pays.

Cette attitude adoptée par le gouvernement tchécoslovaque face à l'occupation violente du pays sera appréciée par l'histoire comme l'apport d'un petit pays pour la sauvegarde de la paix internationale.

Le gouvernement tchécoslovaque déclare que ni lui-même, ni aucun des organismes constitutionnels de ce pays n'ont donné leur accord à l'invasion et à l'occupation de la Tchécoslovaquie.

L'occupation de la Tchécoslovaquie est en désaccord flagrant avec la Charte de l'O.N.U., avec les accords de Varsovie et avec les principes fondamentaux du droit international. L'action collective de cinq Etats a porté atteinte à l'indépendance de la République tchécoslovaque et son intégrité a été violée d'une façon inouïe.

Le gouvernement tchécoslovaque proteste de la façon la plus énergique contre cet acte et demande au gouvernement de l'U.R.S.S., au nom de tout le peuple tchécoslovaque, au nom de la paix et de la collaboration internationale que cette occupation cesse immédiatement et que toutes les troupes soient évacuées.

Le gouvernement tchécoslovaque se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires dans le cas où sa demande de cesser immédiatement l'occupation de la Tchécoslovaquie ne serait pas acceptée.

Un texte identique a été envoyé aux gouvernements des quatre autres pays.

Enfin, le gouvernement a diffusé une déclaration dans laquelle il regrette que « pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste on assiste à une agression contre un Etat dirigé par un Parti communiste, agression perpétrée par les armées alliées des pays socialistes.

Le gouvernement proteste contre le fait que plusieurs de ses membres ont été empêchés d'entrer au siège de la présidence du Conseil et de contacter le président du Conseil et ses vice-présidents, ainsi que le président de l'Assemblée, M. Smrkovsky.

— Invite les travailleurs, tout en respectant le programme d'action du Parti communiste, à faire le nécessaire pour empêcher des perturbations dans la vie matérielle du pays.

— S'adresse à tout le peuple, et notamment à la jeunesse, afin qu'il ne succombe pas aux actes des provocateurs et ne donne ainsi prétexte à des pertes de vies inutiles.

Les réactions dans le monde

Moins d'une heure après l'annonce de l'entrée des troupes russes sur le territoire tchécoslovaque, on enregistrait déjà des réactions dans les capitales occidentales, réactions qui, tout en étant négatives, étaient néanmoins loin d'être incendiaires.

Une des premières réactions connue fut celle de Bonn qui condamne ce qu'elle considère comme une « violation flagrante de la souveraineté tchécoslovaque », mais tient à préciser qu'il « n'existe aucun indice d'une violation de la frontière de la République fédérale ». En fin de matinée, des jeunes gens ont manifesté devant l'ambassade d'U.R.S.S. aux cris de « assassins ».

De sa résidence à Castelgandolfo, le pape a lancé un appel pour que l'invasion ne soit pas marquée par des violences et des effusions de sang, tandis qu'à Oslo le Premier ministre regrettait lui aussi l'utilisation de la force et qu'à Montréal des inconnus brisaient les vitres des consulats d'U.R.S.S. et de Pologne.

Voisine de la Tchécoslovaquie, l'Autriche a pris diverses mesures de sécurité destinées à protéger ses ressortissants et ses touristes mais a tenu à rappeler sa politique de neutralité et d'indépendance.

En Hollande, le gouvernement se déclare inquiet de la tournure des événements dans un pays qui justement « traversait une période pleine d'espérance », ce qui fait diminuer la possibilité d'une détente durable.

Le Congo Kinshasa, pour sa part, a décidé de rappeler les étudiants qui se trouvent dans les pays dont les armées ont envahi la Tchécoslovaquie, afin que ceux-ci ne soient pas formés à des visées impérialistes permettant l'invasion d'un pays voisin.

En Suède, on parle de « consternation » suite au « coup de force militaire », tandis que l'armée grecque était placée en état d'alerte et qu'au Danemark on constatait qu'avec « l'invasion soviétique, l'espoir de liberté s'est sérieusement assombri ». Quant au Parlement australien, il fait état d'une « infraction très grave à la Charte des Nations unies et à la loi internationale ».

De son côté, la Suisse se « demande avec inquiétude si l'indépendance des petits pays et leurs droits à l'existence sont encore respectés ».

La France constate et déplore le fait que les événements de Prague, outre qu'ils constituent une atteinte aux droits et au destin d'une nation amie, sont de nature à contrarier la détente européenne telle qu'elle la pratique elle-même et s'efforce d'y engager les autres.

C'est une tragédie non seulement pour la Tchécoslovaquie, mais pour l'Europe et le monde entier, peut-on lire dans le communiqué publié par le gouvernement britannique qui poursuit : « Cette action porte un coup très dur aux efforts entrepris par tant de pays pour améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest ». L'Angleterre envisage de déposer une plainte aux Nations unies. Le Premier ministre Harold Wilson s'est d'ailleurs entretenu longuement par téléphone avec le président Johnson afin de coordonner les attitudes des deux gouvernements. On notera que le Conseil de Sécurité des Etats-Unis a été convoqué d'urgence en pleine nuit après que le président Johnson ait été prévenu personnellement par l'ambassade d'U.R.S.S. de l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, mais que c'est vers 18 heures seulement que la réaction officielle de ce pays, attendue par tous les commentateurs, a été connue. Le communiqué qui fut en fin de compte publié par la Maison-Blanche condamne en termes sévères l'intervention soviétique et demande à l'U.R.S.S. et à ses alliés de retirer leurs troupes du pays en déclarant qu'il n'est jamais trop tard pour que la raison l'emporte.

Enfin, dernière réaction connue, celle du ministre des Affaires étrangères italien, qui a déclaré qu'après l'invasion de la Tchécoslovaquie, son pays réfléchira encore avant de signer le traité sur la non dissémination des armes nucléaires.

Condamnation des Nations unies

Il n'y a pas que les gouvernements qui prennent position au sujet de l'entrée des troupes russes en Tchécoslovaquie. Dès à présent, diverses organisations ont déjà condamné cette violation des frontières d'un pays indépendant et, l'on notera tout particulièrement la prise de position du secrétaire général des Nations unies U Thant qui a annulé les voyages qu'il devait effectuer à Prague, Vienne et Genève et qui a déclaré que les événements de Tchécoslovaquie constituent un « recul » pour la détente entre l'Est et l'Ouest.

P. C. français : Surprise et réprobation

Le Bureau politique du parti communiste français exprime sa « surprise et sa réprobation » à la suite de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie.

Autre organisation internationale mais militaire celle-là à prendre position, le Conseil de l'O.T.A.N. réuni mercredi à Bruxelles a décidé de suivre avec attention l'évolution de la situation.

De son côté, l'Union Internationale de la Résistance et de la Déportation a lancé un appel à tous les résistants pour qu'ils protestent auprès des autorités et ambassades d'U.R.S.S. pour exiger le retrait immédiat des troupes soviétiques.

Première organisation politique belge à prendre position, le Rassemblement Wallon condamne avec énergie et indignation l'intervention soviétique qui est une nouvelle illustration « des conséquences néfastes du partage du monde en deux grands empires qui n'hésitent pas à employer la force pour maintenir leur emprise sur les peuples assujettis comme c'est le cas pour les U.S.A. à Saint-Domingue et au Viet-nam ».

La Confédération Internationale des Syndicats Libres a, de son côté, adressé à U Thant un télégramme dans lequel elle se déclare solidaire des malheureux peuples tchèque et slovaque.

Notons enfin la condamnation de la F.G.T.B. et surtout celles des partis communistes de France et d'Italie qui sont bien loin aujourd'hui des positions adoptées en 1956 lors de la répression de Budapest. Ces trois importantes prises de position se trouvent en encadré dans le texte.

P. C. belge : Désapprobation

Dans une lettre au Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, le Bureau politique du parti communiste de Belgique déclare notamment qu'il ne peut approuver l'intervention militaire qui a été déclenchée en Tchécoslovaquie.

Au terme d'une longue lettre analysant la situation en Tchécoslovaquie, le P.C. conclut : « Nous considérons que plus tôt vos troupes pourront être retirées du territoire tchécoslovaque, mieux cela vaudra ».

Dans le bloc de l'Est

Seuls cinq pays du camp socialiste ont participé à l'action militaire engagée contre la Tchécoslovaquie et, ces cinq pays sont les seuls du bloc de l'Est à soutenir inconditionnellement l'U.R.S.S.

Ainsi, selon une émission du correspondant de la radio tchécoslovaque à Bucarest, M. Ceaucescu, chef de l'Etat et du Parti communiste roumain aurait marqué son soutien total à la Tchécoslovaquie et a nié que les Tchèques soient des contre-révolutionnaires, observant qu'on pourrait en dire autant demain des Roumains. Notre pays a-t-il d'ailleurs ajouté ne permettra à personne de porter atteinte à sa souveraineté.

La F.G.T.B. : Condamnation sévère

Le Secrétariat de la F.G.T.B., réuni le 21 août 1968 :

— Vivement ému par l'entrée des forces armées soviétiques et de certains autres pays du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie ;

— Condamne sévèrement cette attitude contraire aux règles du droit international ;

— Réprouve toute intervention étrangère dans la libre détermination par les peuples de l'orientation politique de leurs Etats respectifs ;

— Exprime sa sympathie au peuple tchécoslovaque, victime d'une agression militaire intolérable.

Autre apposition, celle du Maréchal Tito, chef de l'Etat yougoslave qui a déclaré « la souveraineté d'un pays socialiste a été violée et un rude coup a été porté aux forces du progrès dans le monde ».

On notera encore que la Chine n'a pas encore fait connaître sa position sur les événements de Tchécoslovaquie mais que l'Albanie condamne à la fois agresseurs « impérialistes » et agressés « révisionnistes ».

En Belgique

Réaction d'opposition en Belgique également.

Peu après 11 heures, le ministre Scheyven donnait lecture d'un communiqué disant notamment :

P. C. italien : Profond désaccord

Le parti communiste italien a exprimé son « profond désaccord » avec l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie et a réaffirmé son soutien à la politique libérale des dirigeants de Prague.

L'invasion de la Tchécoslovaquie, dit-il, est contraire aux principes d'autonomie et d'indépendance des divers Etats socialistes et menace l'unité du mouvement des travailleurs et le communisme international.

« La Belgique qui a fait des efforts particuliers et incessants dans le domaine de la détente, ne peut que condamner le retour à des méthodes de coercition qui raniment la guerre froide et que rien ne peut justifier à ses yeux ».

L'après-midi, les ministres se sont réunis en Conseil et, des déclarations qui ont été faites à l'issue de cette réunion, nous retiendrons surtout que le Gouvernement a pris toutes les dispositions nécessaires afin d'aider les touristes et les ressortissants belges pour autant que le besoin s'en fasse sentir. Nous retiendrons également qu'à un journaliste qui lui demandait si les événements actuels renforceraient l'O.T.A.N., M. Eyskens a répondu : « En effet, on va réfléchir à la nécessité de garder et de respecter une organisation qui donne des garanties pour la sécurité de notre pays ».